

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 163 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2923 - Prix : 1€

Pendant les JO, pas de trêve pour les guerres



**SPL Estival : bas les
pattes devant ses
travailleurs !**

Page 7

**Run Market : les
capitalistes n'en ont
jamais assez !**

Page 8

**Bangladesh
La Première ministre partie,
les généraux entrent en scène**

Pages 11

Pendant les Jeux, pas de trêve pour les guerres

Pendant qu'on nous anesthésie avec les exploits des sportifs, La Marseillaise et la « fête olympique », la société continue de pourrir sur pied.

En Grande-Bretagne, l'extrême droite a instrumentalisé un fait divers sordide pour déclencher des émeutes racistes. Au Moyen-Orient, la guerre menace de se généraliser. En assassinant coup sur coup, à Beyrouth un chef militaire du Hezbollah, à Téhéran le chef politique du Hamas, les dirigeants israéliens prennent de nouveau le risque de mettre le feu à la région.

Tout en critiquant ces assassinats, les dirigeants américains renforcent leur armada en Méditerranée, prête à maintenir l'ordre impérialiste. Et, parce qu'ils savent que la provocation israélienne ne peut rester sans réaction, les États occidentaux appellent leurs ressortissants à quitter le Liban sans délai.

Les populations du Liban, de Syrie, de l'Iran, du Yémen, du Golan et de la Palestine occupés, ou encore les classes populaires d'Israël, elles, ne peuvent pas fuir. Elles seront, une fois encore, les premières victimes de la politique des régimes de la région et des manœuvres des puissances impérialistes pour contrôler le Moyen-Orient, son pétrole et ses voies commerciales stratégiques.

L'État d'Israël est devenu au fil du temps le bras armé le plus fiable et le plus aguerri de l'impérialisme dans cette zone. C'est pourquoi les dirigeants occidentaux lui apportent un soutien militaire et politique sans faille.

Les dirigeants israéliens ont réduit Gaza en ruines, provoqué la mort de dizaines de milliers de Gazaouis, couvert sinon encouragé la torture de prisonniers palestiniens. Et pourtant, le président Herzog a été invité à la cérémonie d'ouverture des JO à Paris tandis que Netanyahu était ovationné au Congrès américain.

Pour justifier les bombardements dans les pays voisins, la destruction de Gaza, le massacre des Palestiniens, Netanyahu mais aussi ses parrains occidentaux invoquent le droit d'Israël à défendre son existence, qui serait menacée. Quel cynisme !

Si Israël a été un refuge pour les survivants du génocide nazi, ses fondateurs et dirigeants successifs en ont fait une citadelle assiégée en refusant de reconnaître les mêmes droits aux différentes populations, quelles que soient leur origine ou leur religion.

En chassant les Palestiniens de leurs propres terres, les transformant en sous-citoyens, en colonisés ou en réfugiés à vie dans les pays voisins, en annexant des territoires, ils n'ont cessé de semer la haine. Ils récoltent la révolte et la guerre.

En assassinant Ismaël Haniyeh à Téhéran, l'armée israélienne a éliminé le principal acteur des négociations entre Israël, les puissances régionales et les partis palestiniens, menées sous la tutelle des États-Unis pour organiser l'avenir de Gaza. C'est un moyen d'empêcher toute solution politique et de prolonger l'action militaire.

Depuis le 7 octobre, incapables de venir à bout du Hamas, affaiblis politiquement en Israël, Netanyahu, ses alliés d'extrême droite mais aussi l'état-major israélien semblent prêts à étendre sans fin une guerre meurtrière.

En poussant l'Iran et ses alliés, des régimes qui se prétendent anti-impérialistes, à attaquer Israël, Netanyahu force la main des dirigeants américains, réticents à l'aggravation du chaos mais prêts à tout pour rester maîtres de la région.

En creusant la tombe du peuple palestinien, en faisant la guerre à tous leurs voisins, les dirigeants israéliens condamnent leur propre peuple à se perdre dans une sale guerre dégradante. Leur responsabilité dans la tragédie en cours est écrasante.

Mais le Hamas, le Hezbollah ou le régime des ayatollahs iraniens n'ont rien de mieux à offrir aux Palestiniens ou aux peuples dont ils prétendent défendre les intérêts. Quel est le bilan, pour les Gazaouis, de l'attaque du 7 octobre décidée par le Hamas ? Quel est le bilan, pour les travailleurs, les femmes ou la jeunesse d'Iran, de 45 ans de république islamique ?

Ces régimes, comme les États arabes voisins ou l'État israélien, n'ont que du sang et l'exploitation à offrir à leurs populations.

Les divers peuples du Moyen-Orient pourraient parfaitement vivre ensemble en coopérant sur tous les plans. Mais cette perspective-là nécessite de renverser la dictature des capitalistes sur le monde et la domination des puissances impérialistes, qui ne cessent de jouer un peuple contre un autre.

C'est pourquoi le sort des classes populaires du Moyen-Orient et celui des travailleurs d'ici sont liés. Là-bas comme ici, nous devons refuser l'unité nationale derrière nos dirigeants. Là-bas comme ici, nous devons refuser de nous laisser diviser selon nos origines et, au contraire, nous regrouper et nous organiser entre exploités.

Nathalie ARTHAUD

Jeux Olympiques : instrument de la politique occidentale

Bien loin de la « fête universelle du sport » ou du « grand moment de communion » que vantent les commentateurs, les Jeux Olympiques et le Comité international olympique (CIO) sont liés, depuis l'origine, à la politique des grandes puissances occidentales.

Le mouvement olympique, qui émergea à la fin du 19e siècle, était marqué par l'esprit de l'amateurisme aristocratique. Pour son fondateur, le baron Pierre de Coubertin, il était destiné à former les corps sains des élites. Le mouvement olympique a bien d'autres aspects réactionnaires : Coubertin était hostile aux « olympiades femelles, inintéressantes, inesthétiques et incorrectes » et, si le CIO se targue aujourd'hui d'atteindre la parité, les Jeux n'ont accueilli les femmes qu'à reculons (10 % de femmes en 1928, 20 % en 1976). Comme de nombreux aristocrates et bourgeois de son époque, Coubertin était également ouvertement raciste et antisémite. Enfin, dès le début, les Jeux furent des manifestations commerciales ; les Jeux de Paris en 1900, de Saint-Louis en 1904 et de Londres en 1908 furent d'ailleurs organisés en marge des grandes foires qu'étaient les expositions universelles.

Dans les années 1920 et 1930, le sport se diffusa dans la classe ouvrière, où le mouvement olympique était contesté. Organisations socialistes et communistes constituèrent des clubs de sport, et même des Internationales sportives, qui organisaient des Olympiades ouvrières et des Spartakiades. Les hymnes nationaux y étaient remplacés par L'Internationale, et le seul étendard était le drapeau rouge.

Lorsque les nazis parvinrent au pouvoir en 1933, une intense campagne eut lieu dans plusieurs pays pour le boycott des Jeux prévus en 1936 à Berlin. Les comités olym-



Loïc-Journet

Chantier des JO, sur lequel un maçon est mort en juin 2023

piques se mobilisèrent contre tout boycott, et le CIO collabora pleinement avec le régime nazi, qui utilisa les Jeux pour une formidable opération de propagande... avec les félicitations de Coubertin.

Aujourd'hui, les JO cherchent à rendre leur image plus consensuelle. Mais les équipes de Russie et de Biélorussie ont été exclues pour des raisons évidentes : l'Occident est de

fait en guerre contre ces deux pays. Le CIO a en revanche refusé toute sanction contre les équipes d'Israël, alors que son armée massacre les Palestiniens.

Les JO ne sont pas en dehors de la politique ; les valeurs qu'ils célèbrent sont celles de la société capitaliste, et ce sont les puissances dominantes qui en fixent les règles.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 16 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 24 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 25 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 31 AOÛT de 8H30 à 10H00

JO : le chauvinisme sur le podium

La cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques prétendait montrer Paris comme une capitale de la fraternité entre les peuples, fière d'accueillir le monde entier pour concourir sportivement.

Les prétentions universelles de ces JO n'auront duré que le temps d'une soirée. Dès le lendemain, les commentateurs ne s'intéressaient plus qu'aux performances des Français. Les exploits de Léon Marchand, Antoine Dupont et autres méritent sans doute d'être salués, mais le fait qu'ils éclipsent ceux des sportifs des autres nations est évidemment un

choix des médias en phase avec celui des dirigeants politiques. Les JO doivent créer un climat d'unité nationale. Mais Macron tient aussi à se montrer, par exemple, auprès de Teddy Riner, dans l'espoir de capter une partie de l'aura d'un champion autrement plus populaire que sa politique !

Ce chauvinisme éhonté n'est pas nouveau mais il prend un relief particulier dans un contexte de tension internationale qui donne aux JO un caractère éminemment politique. La délégation israélienne est la bienvenue mais les sportifs russes sont traités comme des parias. L'escrimeuse ukrainienne Olha Kharlan a été ac-

clamée au Grand Palais parce que, lors des championnats du monde, elle avait refusé de serrer la main de son adversaire russe, comme si celle-ci était responsable de l'invasion de l'Ukraine !

Le nationalisme est une arme pour dresser les peuples les uns contre les autres pour le plus grand profit des classes dirigeantes. Les JO participent à cette mise en condition. Aujourd'hui il s'agit d'être derrière « nos » sportifs pour gagner des médailles, demain il s'agira d'être derrière « nos » soldats pour gagner des batailles.

Pénurie de médicaments : un système à soigner

L'Agence nationale de sécurité du médicament a sorti un plan pour lutter contre les pénuries de médicaments. Il faut dire que la situation s'aggrave de mois en mois, alors qu'il faudrait pouvoir anticiper les épidémies hivernales et constituer des stocks.

Les signalements de rupture de stock ou de risques de rupture ont augmenté de plus de 30 % en un an, soit 5 000 pour la seule année 2023. Ces pénuries concernent notamment l'amoxicilline, un antibiotique souvent destiné aux enfants et que les parents cherchent parfois désespérément des kilomètres à la ronde.

Jusqu'à-là, lorsqu'une pharmacie se trouvait en situation de rupture pour un médicament, elle pouvait le commander directement aux laboratoires pharmaceutiques. Dorénavant, elles ne pourront plus le faire, et devront obligatoirement passer par des grossistes répartiteurs. Avec ce nouveau plan, il s'agirait, dit l'Agence du médicament, de « répartir équitable-

ment » les traitements, c'est-à-dire d'éviter que certaines pharmacies ne fassent des stocks aux dépens des autres. En fait, ce nouveau système de répartition est déjà mis en place pour le Doliprane, et il serait donc question de l'étendre aux antibiotiques contre la coqueluche, en pleine recrudescence, ainsi qu'à la Ventoline,

pour traiter l'asthme.

Mais il n'est bien sûr jamais question de traiter le problème à la racine, en obligeant les trusts pharmaceutiques à produire selon les besoins de la population. Répartir équitablement la misère, voilà tout ce qu'ils ont à proposer.

La vraie richesse c'est la santé



Les banques de La Réunion ne connaissent pas la crise !

Leurs bénéfices ont augmenté de 9,6 % en 2023 par rapport à 2022. C'est ce que vient d'annoncer l'IEDOM dans son rapport annuel sur l'activité bancaire dans l'île.

Mais ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que cette envolée de leurs pro-

fits s'est faite alors que leurs chiffres d'affaire ont baissé de 7,5 % pendant la même période !

L'explication de ce phénomène extraordinaire n'a rien de surnaturel. Elle tient principalement au fait que, grâce à Macron, les impôts sur les

bénéfices des banques ont été ramenés 34,2 millions d'euros en 2022 à 19,2 millions et que les banques ont fait repartir leurs taux d'intérêt à la hausse.

Livret d'épargne populaire : prendre aux pauvres pour donner aux riches

Depuis 1er août, le taux du livret d'épargne populaire passe de 5 % à 4 %, ce qui correspond à une baisse de rémunération globale de 170 millions d'euros. C'est autant qui n'est pas donné aux petits épargnants pour aller grossir les fonds des banques.

Pour justifier cette baisse, le mi-

nistère de l'Économie explique que l'inflation ralentit. Or l'inflation même officielle repart à la hausse. Selon l'association UFC-Que Choisir, en juillet 2024, les prix du gaz étaient 21 % plus élevés qu'en juillet 2023, ceux de l'électricité 20 %, et 10 % pour les mutuelles.

Les petits ruisseaux font les grandes rivières, et les maigres économies des plus modestes la fortune des actionnaires.

Droit à la retraite... sans pension ?

Les dossiers retraite des salariés du secteur privé devraient être normalement traités en 75 jours mais ils le sont, faute d'effectifs suffisants, avec un retard qui peut s'élever à plusieurs mois jusqu'à un an. Ces travailleurs se retrouvent en conséquence privés de tout revenu

pendant cette période d'attente.

La principale cause de ce retard est l'insuffisance de personnel au sein du service chargé de ces dossiers au centre de la Sécurité sociale de La Réunion bien que le nombre des candidats à la retraite ait augmenté de 20 %.

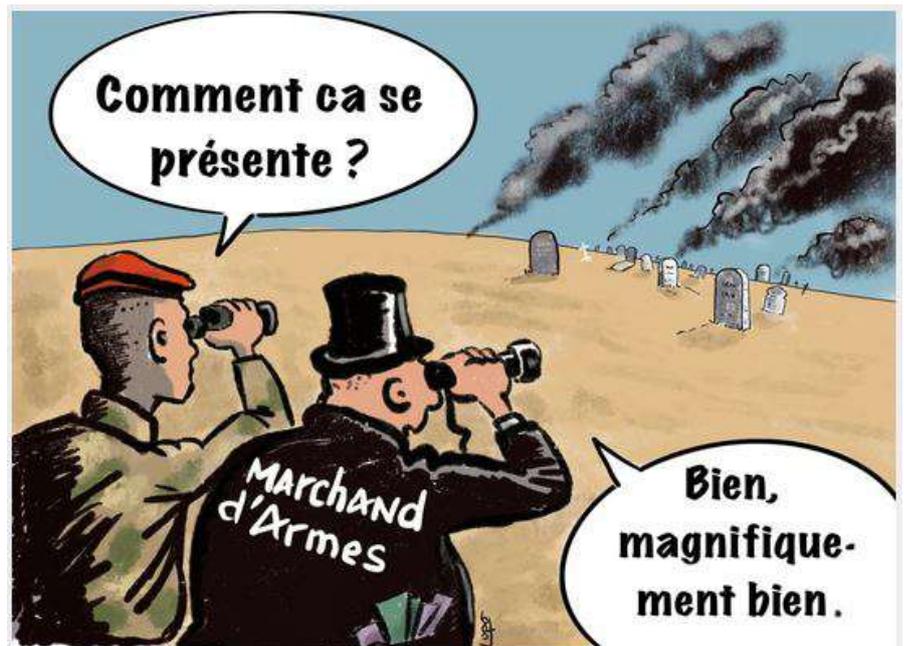
De l'argent, l'État en a à profusion pour les capitalistes et les dépenses inutiles telles que les commandes militaires, mais pas pour les vieux travailleurs qu'il choisit de laisser sans un sou après des dizaines d'années d'exploitation !

Ventes d'armes : au bonheur des marchands de canons

Les principaux groupes industriels du secteur militaire viennent de publier leurs résultats du premier semestre 2024. Sans surprise, ils sont spectaculaires, dopés par la guerre en Ukraine et la hausse générale des commandes d'armes dans le monde.

Les entreprises américaines emportent la médaille d'or. Elles ont obtenu les deux tiers des commandes d'armes engendrées par la guerre en Ukraine. L'entreprise allemande Rheinmetall a vu ses commandes passer, en un an, de 4 à 11,4 milliards d'euros et annonce des bénéfices en hausse de 111 % au premier semestre 2024. Quant aux marchands d'armes français, ils ne sont pas en reste. Les commandes de Thalès ont augmenté de 16 %, et atteignent au total 47 milliards d'euros, tandis que Dassault a engrangé une commande de 220 avions Rafale pour plus de 40 milliards d'euros.

Le record mondial des dépenses militaires a été battu pour la sixième année consécutive en 2023, atteignant plus de 2 300 milliards de dollars. Mais cela ne suffit pas aux dirigeants des puissances impérialistes. Ainsi des experts du Congrès américain viennent de rendre un rap-



port dans lequel ils estiment qu'il faudrait relever le niveau des crédits militaires à 5 % du PIB contre 3,5 % actuellement. Alors même que les États-Unis sont directement impliqués dans les guerres en cours en Ukraine ou au Moyen-Orient, les dirigeants de la première puissance impérialiste préparent une guerre de grande ampleur, en particulier contre la Chine. Les dirigeants des autres puissances ne sont pas en reste, prompts à défendre les intérêts de

leurs marchands d'armes nationaux en augmentant toujours plus leur budget militaire.

Ainsi, dans tous les pays, les classes populaires se voient imposer des budgets d'austérité, des coupes claires dans la santé et l'éducation pour assurer des profits olympiques aux capitalistes de l'armement.

Massacre de Thiaroye : l'impérialisme français et ses crimes

Le gouvernement vient de déclarer à titre posthume six tirailleurs africains « morts pour la France. » Cette décision « s'inscrit dans la droite ligne mémorielle du président de la République, qui souhaite que nous regardions notre histoire en face », s'est félicité le secrétaire d'État aux Anciens combattants.

Ceux que l'armée appelait les tirailleurs sénégalais, quel que soit leur pays d'origine, avaient, comme des dizaines de milliers de jeunes hommes des colonies françaises, été envoyés comme chair à canon sur les fronts de la Seconde Guerre mon-

diale. Une fois revenus au Sénégal et parqués dans le camp de Thiaroye, ils avaient eu le courage d'exiger le paiement de la solde qui leur était due en tant que soldats et, pour beaucoup, en tant que prisonniers de guerre. Le 28 novembre 1944, plusieurs centaines ayant bloqué la voiture d'un général pour faire valoir leurs droits, celui-ci parla aussitôt d'une mutinerie qu'il fallait combattre par la force.

Deux jours plus tard, les soldats rassemblés dans la cour furent mitraillés sans sommation. Officiellement, le nombre de victimes fut de 35

morts et 46 blessés. En réalité, il fut certainement beaucoup plus élevé.

Pourquoi la reconnaissance d'aujourd'hui ne concerne-t-elle que six victimes et ne parle-t-elle pas des dizaines d'autres massacrées sur ordre des officiers français ? Ce tout petit geste des autorités françaises envers le gouvernement sénégalais ne fera pas oublier qu'après 80 ans de silence quasi total, l'impérialisme français n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans cette tuerie.

DANS LES ENTREPRISES

Haro sur les salariés de la Chambre d'agriculture !

Dans un rapport daté du 15 mars 2024 sur la Chambre d'agriculture de La Réunion, la Cour des comptes cible les salariés.

En effet, elle prétend que la Chambre d'agriculture est en « sureffectif persistant » avec une « forte progression de la masse salariale ».

C'est complètement faux !

En 20 ans, le nombre de salariés est passé de 235 à 171 ! Depuis 2004, les directions successives appliquent un « plan de redressement » « persistant » : les départs ne sont pas systématiquement remplacés ; la Chambre embauche plus en CDD qu'en CDI !

Aujourd'hui, il manque des agents dans tous les services de la Chambre.

Mais la Cour des comptes considère, que la Chambre de La Réunion « ne devrait avoir besoin que de 44 ETPT (Équivalent temps plein) ».

Avec cet effectif, qui conseillera les petits agriculteurs sur leurs exploitations ? Qui les formera ? Qui les aidera dans leur comptabilité ? Qui réalisera leurs contrats de bail, leurs fiches de paie ? Qui viendra en aide aux agriculteurs en difficulté ?

Qui installera les jeunes agriculteurs ? Qui les accompagnera dans leurs démarches pour les départs en retraite ?

La Cour des comptes reconnaît elle-même que ce sont les petits exploitants qui ont le plus recours aux services de la Chambre.

Entre 2010 et 2020, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 18 %. Avec moins de conseillers agricoles sur le terrain, leur nombre risque de baisser encore.

On voit ainsi ce que valent les tonitruantes déclarations de soutien du gouvernement devant la mobilisation nationale des agriculteurs en début d'année. Du vent !

Suite à ce rapport et un « rappel au droit » de la Cour des comptes, la direction de la Chambre a aligné, depuis le 1er août, la valeur du point salarial de La Réunion sur celle en vigueur dans le reste de la France, inférieure de 14 %!

Si cette décision n'impacte pas les salariés déjà en poste, la Chambre pourra embaucher dorénavant, du personnel au rabais !

Au mois de février, les employés de la Chambre ont fait grève pour

dire non à un nouveau plan de redressement et pour une augmentation de salaire.

La forte mobilisation des salariés a fait reculer le préfet et la direction.

Mais face aux mauvais coups qui vont arriver, les travailleurs de la Chambre doivent se préparer à entrer à nouveau en bagarre.



Salariés en grève en février

SPL Estival : bas les pattes devant ses travailleurs !

La SPL Estival, entreprise de transport de personnes des communes de l'est, s'est retrouvée du fait de la politique dispendieuse et hors contrôle de son ancien directeur avec un déficit de 3,2 millions d'euros.

L'obligation de renflouer l'entreprise est une menace qui continue à planer sur la tête des 122 salariés de l'entreprise.

Une réunion du conseil d'administration s'est donc tenue mardi 6 août afin de discuter du nouveau

pour l'instant.

Le président de la SPL et de la CIREST et par ailleurs maire macroniste de Saint-Benoît, Patrice Selly, a décidé de renvoyer la séance au vendredi 9 août.

Les travailleurs de la SPL qui considèrent à juste titre qu'il a une responsabilité de premier plan dans la dégringolade de leur entreprise et les attaques dont ils ont été victimes ces derniers mois, ne changeront pas d'avis à son sujet. Sa politique consiste à faire payer les détournements d'argent commis par l'ancienne équipe de direction par leurs victimes : les travailleurs et les usagers du réseau Estival.

C'est d'ailleurs la même politique anti ouvrière, anti populaire, que préconise la Chambre régionale des comptes qui déclarait dans son pré rapport sur la situation de la SPL que « pour assurer le redressement de la société, la CIREST n'aura pas d'autre choix, sauf à éponger le passif, que de suivre les recommandations du mandataire judiciaire en imposant une réduction drastique de la masse salariale ».

Face aux patrons voleurs, aux élus et à l'État complices de leurs agissements, les travailleurs d'Estival n'ont d'autre choix que de refuser tout nouveau sacrifice et de se battre collectivement pour se faire respecter.

Que les voleurs et leurs complices rendent gorge. Ce n'est pas aux salariés d'Estival d'éponger les dettes de l'entreprise creusés par d'autres !



Grève de novembre 2023 à Bras Panon

Les salariés se sont mis en grève en novembre 2023 pour s'opposer au plan de licenciement envisagé par leur direction et celle de la Cirest. Mais face au chantage à l'emploi et amenés par leurs dirigeants syndicaux à composer avec leur direction, ils ont finalement concédés des réductions de leurs salaires s'élevant à plusieurs centaines d'euros à l'issue de ce conflit. Quant à la SPL, elle a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de Commerce.

contrat de délégation de service public (DSP) qui doit lier l'entreprise à la CIREST jusqu'en 2017.

Ultime marque de mépris des élus communautaires à l'égard des travailleurs de la SPL, une bonne partie était aux abonnés absents si bien que le débat sur l'avenir de l'entreprise, les moyens financiers qui seront mis à sa disposition et sa future gestion du réseau (externalisation de certains métiers ou pas) n'a pas pu avoir lieu et qu'aucune décision n'a été prise

Croix Marine : salariés et bénéficiaires sacrifiés

La Croix Marine, association chargée de l'accompagnement des majeurs protégés, sous tutelle ou sous curatelle, et financée par l'État (la DEETS) a été liquidée le 16 juillet dernier, certains de ses membres étant accusés de vol et d'escroquerie.

Cette décision de justice faisait suite à un arrêté préfectoral en date du 27 mai retirant l'agrément de l'État à la Croix Marine. Elle s'est traduit depuis par le licenciement de 50 sala-

riés et la privation de prise en charge de 1500 bénéficiaires.

Le préfet s'était pourtant engagé à ne pas les laisser tomber. À l'issue d'une entrevue avec celui-ci début juin, une délégation d'élus du CSE avait déclaré qu'il s'était dit « très touché » et qu'il leur avait déclaré qu'il était « hors de question qu'à cause de cet arrêté-là, il y a des personnes qui ne puissent pas manger faute d'argent, ou qui ne puissent pas

réaliser leur déclaration de RSA. Il en a pris conscience et il a été honnête, il faut le reconnaître ». Ajoutant : « Les emplois seront préservés, c'est l'engagement du préfet. S'il n'y a pas de repreneur, le préfet s'est engagé : pas de casse sociale ! » (Zinfos974 du 10 juin 2024)

Très doué pour s'afficher social, moins performant pour respecter sa parole, le préfet !

Fin du JIR

La disparition du Journal de l'île de La Réunion fait que le département qui disposait de deux journaux quotidiens n'en a dorénavant plus qu'un, le Quotidien.

On peut dissenter à l'infini sur les raisons qui ont contribué à la fin de ce journal (réduction d'un tiers de l'effectif du comité de rédaction, concurrence d'internet et autres réseaux sociaux, règlements de comptes politiques et économiques), mais on assiste depuis des dizaines d'années dans tous les territoires français à une concentration des médias d'information dans un nombre limité

de mains, celle des capitalistes. Le nombre des quotidiens nationaux a été divisé par trois entre 1945 et 2014 (passé de 26 à 9) comme celui des quotidiens locaux (passé de 153 à 55).

La disparition d'un journal c'est, en même temps que des suppressions d'emploi, la réduction du champ et de la diversité des informations à la population.

Si la presse était plus diverse il y a quatre vingt ans, c'est qu' au sein de la population, et de la classe ouvrière en particulier, existaient des femmes et des hommes contestant la main-

mise des exploiters, des riches et des politiciens à leur service sur l'économie et sur l'opinion.

Les mâchoires de fer de la logique capitaliste s'exercent dans la presse comme dans tout le reste de la société : liquidation, chantage à l'emploi, pressions en tout genre, voire reprises avec des conditions à la baisse...

Pour ceux qui ont besoin de s'informer, d'apprendre et de comprendre il reste les parutions écrites de notre organisation Lutte ouvrière. Lisez donc la presse révolutionnaire, car elle est bien vivante !

Grève à l'hôtel Creolia

Les salariés de l'Hôtel Creolia de Montgaillard à Saint-Denis ont demandé à leur direction d'augmenter leurs salaires de 4,5 % pour compenser la hausse des prix ainsi qu'une prime de « partage de la valeur » de 900 euros. Face au refus de leur patron, il ont décidé de se mettre en grève lundi 6 août.

Comme l'ont dénoncé les grévistes, le chiffre d'affaire du propriétaire de Creolia est en nette augmentation. Les chambres sont pleines, comme le restaurant et le travail ne manque pas !

Seuls les salaires sont à la traîne !

Et comme à l'issue de ce premier avertissement, rien n'a bougé du côté

de la direction, ils ont annoncé qu'ils relanceront la grève la semaine prochaine. Ils font bien de ne rien lâcher, car pour faire entendre raison aux patrons, il n'y a que le rapport de force qui compte !

Run Market : les capitalistes n'en ont jamais assez !

Depuis le rachat en 2023 de quatre des magasins Vindemia par le groupe mauricien IBL, sous la marque Run Market, la situation des 650 salariés est restée incertaine.

Non content d'avoir profité d'un effacement de 70 millions de ses dettes sur les 130 qu'il devait à ses créanciers, le président de Run Market, Régis Durieux vient leur demander aujourd'hui « un effort de productivité, de flexibilité des horaires et des conditions de travail » qu'il s'agira pour lui de faire valider par les syndicats en signant en septembre prochain un APC (Accord de Performance Collective, dispositif créé par les ordonnances prises par Macron en 2017 et qui permet aux patrons de modifier substantiellement les contrats de travail et de pouvoir licencier à moindre frais celles et

ceux qui refusent de le signer).

C'est avec cette arme mise à sa disposition par Macron que le patron d'IBL menace aujourd'hui les travailleurs de Run Market. L'augmentation des cadences, le blocage des

salaires ou la porte !

La réponse appartient à ces derniers qui à 650 peuvent très bien faire ravalier ses menaces à leur exploitateur s'ils se mettent en ordre de lutte !



GRANDE-BRETAGNE

L'extrême droite sème la haine

En Grande-Bretagne, la mort de trois fillettes, poignardées par un jeune de 17 ans le 29 juillet à Southport, a servi de prétexte à l'extrême droite pour déclencher des émeutes qui ciblaient notamment les migrants et les étrangers ou supposés tels, et qui ont culminé le week-end des 3 et 4 août.

Dès l'annonce de ce drame, la « fachosphère » britannique a tenté de l'exploiter, faisant circuler la rumeur que son auteur était un migrant islamiste. Pur mensonge : né au Pays de Galles de parents rwandais et chrétiens, celui-ci n'a pas expliqué son geste et il pourrait s'agir de l'acte d'un déséquilibré. Mais peu importe aux apprentis nazis, qui ont immédiatement déclenché une émeute à Southport menaçant une mosquée.

Premier ministre depuis le 5 juillet, le travailliste Keir Starmer a promis une fermeté maximale contre « les voyous d'extrême droite ». Il a

promis de punir aussi ceux qui ont soufflé sur les braises. Mais s'il faut sanctionner les responsables des violences récentes, c'est la quasi-totalité de la classe politique, lui compris, que Starmer devrait mettre sous les verrous. En effet, cela fait des années que la droite et la gauche, derrière leurs différences de façade, font des immigrés des boucs émissaires, afin de détourner la colère populaire des vrais responsables de la crise sociale grandissante, à savoir la grande bourgeoisie. Cela fait effectivement longtemps que les politiciens conservateurs nourrissent le racisme, depuis Johnson et sa campagne xénophobe pour le Brexit, jusqu'à Sunak et son obsession de « stopper les bateaux » de migrants dans la Manche. Mais le Parti travailliste n'est pas en reste. Dans les années 2000, Gordon Brown avait repris à son compte le slogan du National Front des années 1970, appelant à réserver « les em-

ploiés britanniques aux travailleurs britanniques ». Et Starmer a fait campagne pendant des mois en reprochant à Sunak son inefficacité dans la lutte contre l'immigration tant légale qu'illégale.

Pour protester contre les exactions de l'extrême droite, des contre-manifestations ont été organisées par les syndicats et les associations antiracistes et d'aide aux migrants, avec un certain succès à Cardiff et à Manchester, au cours desquelles notables religieux et politiques ont exprimé leur condamnation morale du racisme.

On voit comment la démagogie raciste et xénophobe développée par les politiciens encourage certains groupes à passer à l'acte en trouvant un certain soutien. Le développement de l'extrême droite est ainsi une menace contre tous les travailleurs, à laquelle ceux-ci doivent être prêts à riposter.

UKRAINE

Les banques profitent de la guerre

Prise au milieu d'enjeux qui ne sont pas les siens, la population ukrainienne fait les frais de la guerre par ses morts. Elle le fait aussi par la dette de la guerre, qui rapporte aux banques.

Ces derniers jours, alors que l'État ukrainien n'a pas payé une échéance, plusieurs agences de notation ont dégradé sa note financière. Depuis 2022, la dette de l'État ukrainien a été multipliée par cinq et 22 % de son budget part en dépenses militaires, armes, munitions, missiles, pour un peu plus de 40 milliards de dollars par an. Un budget qui néces-

site des emprunts et des remboursements, sous la pression des milieux financiers.

Les banques qui créditent l'État ukrainien attendaient le paiement de premières échéances au début du mois d'août. Parmi elles, l'américain BlackRock, le français Amundi, filiale du Crédit agricole, avaient accepté la restructuration d'une partie de la dette. Loin d'être un cadeau, c'est un moyen de s'assurer que l'État ukrainien honorera le paiement des intérêts qui courent jusqu'en 2029. Ce « geste » est également une façon de se placer en bonne position

sur le marché de la reconstruction future, estimé à 500 milliards de dollars.

Avec ou sans échéances impayées, ce sont des mesures de rigueur budgétaires qui attendent les classes populaires ukrainiennes. Le FMI les réclame d'ailleurs déjà. La prétendue aide à l'Ukraine, c'est aussi un nœud coulant passé autour du cou de la population.

Voleurs, tortionnaires et héros de l'armée

Lundi 29 juillet, des centaines de partisans israéliens d'extrême droite, colons et extrémistes religieux ont violemment fait irruption dans le centre militaire de Sde Teiman situé en plein désert du Négev.

Ce camp, spécialement affecté au triage suite aux arrestations de masse opérées à Gaza, a déjà une sinistre réputation : tortures, privations de nourriture et de sommeil, humiliations et viols sont les méthodes ordinaires d'interrogatoire. Près d'une quarantaine de prisonniers palestiniens y seraient déjà morts.

La réaction de l'extrême droite israélienne a été déclenchée par l'arrestation de neuf soldats réservistes israéliens, soupçonnés d'un viol en

réunion particulièrement barbare sur un prisonnier palestinien, que cette fois il n'a pas été possible d'étouffer. Au cri de « *Ne touchez pas à nos soldats !* », ces ultras ont d'abord pris d'assaut la base militaire de Sde Teiman, tentant d'empêcher les arrestations. Finalement, environ 1200 manifestants ont envahi une autre base, celle de Beit Lid, proche de la Cisjordanie, où les tortionnaires ont fini par être transférés, accusant les soldats postés d'être des « traîtres à la nation juive ».

En quelques jours, deux des soldats détenus ont été libérés par le tribunal militaire de la base de Beit-Lid sans qu'aucune charge soit retenue contre eux. Si des responsables is-

raéliens et Netanyahu ont très timidement condamné ces intrusions, d'autres membres du gouvernement n'ont pas caché leur solidarité et encouragé les émeutiers, voire l'usage de la torture. Certains ont fait une analogie entre ces assauts et l'attaque du Capitole de Washington par des partisans de Donald Trump, parlant de danger pour la démocratie israélienne. Mais de quelle démocratie parle-t-on, alors qu'Israël, couvert par les puissances impérialistes, exerce un véritable terrorisme d'État contre l'ensemble du peuple palestinien, avec une barbarie qui dévore toute la société ?

NIGERIA

Manifestations contre la flambée des prix

Depuis début août, des milliers de Nigériens manifestent contre la vie chère. Le mouvement a été appelé sur les réseaux sociaux et, selon Amnesty International, la police a tué treize manifestants et arrêté près de 700 personnes. Le président Bola Tinubu a appelé le 4 août au « dialogue social ».

Lors de son discours d'investiture en mai 2023, Tinubu avait annoncé la suppression des subventions à l'achat de carburant. Le prix de l'essence à la pompe a depuis triplé et la hausse frôle aujourd'hui les 40 % pour les prix des denrées alimentaires. La monnaie locale, le naira, a également beaucoup chuté. Selon un rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, sur une population de plus de 220 millions d'habitants, 161 millions de Nigériens sont en situation d'insécurité alimentaire tandis que 39,4 millions sont sous-alimentés.

Avec la flambée des prix alimen-



Manifestation au Nigeria, le 2 août

taires, de nombreux Nigériens ne peuvent plus s'acheter de la viande, des œufs, du lait ou des pommes de terre. Aux cris de « On a faim », les manifestants revendiquent le retour des subventions, la fin de la misère et de la corruption.

L'or noir du Nigeria, qui est le deuxième plus gros producteur de pétrole du continent, est raffiné en Europe puis réimporté. La population

est soumise aux intérêts des multinationales britanniques telles que Shell et Petrolin, et à ceux de la bourgeoisie locale. Ancienne colonie du Royaume-Uni jusqu'en 1960, le Nigeria reste encore sous la coupe de l'impérialisme britannique... et sa population en fait les frais.

La Première ministre partie, les généraux entrent en scène

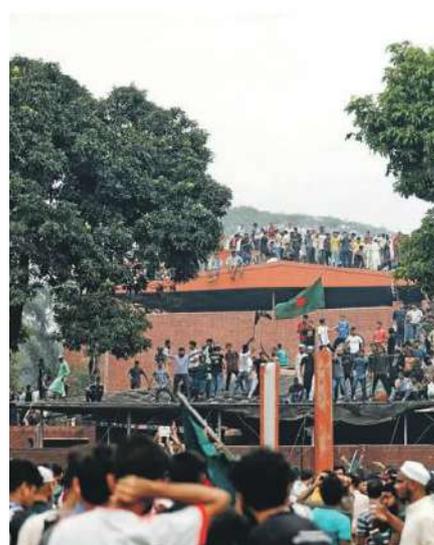
Au Bangladesh, après plusieurs semaines de manifestations que ni le couvre-feu ni la répression n'ont réussi à contenir, la Première ministre Sheikh Hasina s'est vue contrainte de démissionner lundi 5 août.

La contestation était venue des étudiants qui réclamaient la fin de la politique des quotas, qui réservait 30 % des emplois dans l'administration aux proches du pouvoir. Le recul du gouvernement, qui est revenu à un quota de 5 %, n'a pas freiné la mobilisation. Au contraire, la violence de la répression et le rejet par la population de Sheikh Hasina n'ont fait que l'amplifier, et lui ont donné une tournure politique. Les quelque 300 morts recensés, les 10 000 arrestations ont gonflé la colère des Bangladais. Après une nuit de violence dimanche 4 août, durant laquelle une centaine de personnes furent encore

tuées, une énorme foule a envahi le palais de la Première ministre. Celle-ci n'a plus eu le choix que de s'enfuir à l'étranger, et le chef des armées, le général Waker-Uz-Saman, s'est empressé de déclarer qu'il allait assurer le pouvoir par intérim et a demandé à ce que la population lui fasse confiance.

Il est clair que, en raison de son incapacité à juguler les émeutes, Sheikh Hasina a été lâchée par la junte militaire. Mais la population ne devrait avoir aucune confiance dans ces militaires qui, il y a quelques jours encore, tiraient sur les manifestants ? Dans bien des pays, quand l'armée a pris le pouvoir en prétendant être du côté des opprimés, comme en Égypte, en Birmanie, en Tunisie, etc., elle n'a pas apporté la « démocratie. » Elle a au contraire instauré une dictature qui en a chassé une autre, laissant la population dans

la crainte et le dénuement. Si les Bangladais ont pu se réjouir du départ de Sheikh Hasina, seuls les travailleurs pourront instaurer un régime réellement démocratique et prenant en compte les besoins de la population.



Mohammad Ponir- Reuters

Manifestants à l'assaut du palais de la Première ministre à Dacca, le 5 août

NOUVELLE-CALÉDONIE

L'État français assure l'ordre patronal

Près de deux mois ont passé depuis les affrontements entre Kanaks pauvres, forces de police et milices caldoches provoqués par le projet de réforme du corps électoral défavorisant les Kanaks.

Le 29 juillet, le ministère des Finances a précisé la nature des aides financières promises pour la Nouvelle-Calédonie.

Sans surprise, des millions sont alloués au patronat de l'île au détriment des travailleurs et de la population la plus pauvre, souvent kanake. Vingt millions sont à la disposition des entreprises via un fonds de solidarité, des prêts de 500 000 euros sont prévus pour les grandes entreprises et l'État alloue 51 millions pour indemniser le chômage.

En même temps, toujours sous

couvre-feu, la population la plus pauvre de l'île est dans le viseur de la députée loyaliste de la province Sud, Sonia Backès. Celle-ci a suspendu l'aide médicale d'urgence mais a aussi menacé de s'en prendre aux bourses, à l'accès aux logements sociaux et aux aides pour payer les dégâts. « *À ceux qui ont brûlé, pillé, bloqué la Calédonie, à ceux qui continuent, la province supprimera les aides dont ils bénéficient* », a-t-elle annoncé.

Ces mesures et ces déclarations satisfont sans doute une partie de la population la plus aisée de la province Sud de l'île, ainsi que des élus. Elles poussent à la ségrégation sociale et raciale, alors que la situation menace de s'aggraver encore pour les travailleurs de l'île. Les salariés de la

filière nickel, un salarié sur quatre en Nouvelle-Calédonie, sont en difficulté, une des trois usines est menacée de fermeture tandis que les autres sont à l'arrêt.

Après avoir exploité pendant des décennies la population la plus pauvre, en particulier la population kanake, la bourgeoisie calédonienne renâcle à assurer les dépenses d'aide sociale, bien qu'elle dispose de toute l'aide de l'État français. La population pauvre, elle, continue à endurer les conséquences de la répression tandis que plusieurs militants indépendantistes kanaks sont emprisonnés en métropole.

“Place Nette XXL”, des conséquences révoltantes

L'opération « Place Nette XXL » s'est officiellement terminée mi-juillet à Mayotte, après douze semaines de traque des plus pauvres, et notamment des travailleurs immigrés.

Comme pour les autres opérations du même nom dans les grandes villes françaises, celle-ci n'a rien réglé des problèmes de sécurité qui pourrissent la vie quotidienne des habitants. Mais elle a rendu la vie impossible à des milliers de sans-papiers.

En à peine trois mois, 3 500 personnes ont été expulsées, dont certaines vers le Congo RDC, pays en proie à une guerre civile. Et la chasse à l'homme qui terrorise bien des travailleurs continue, le préfet se vantant de faire du « Wuambushu tous les jours », selon le nom de l'opération similaire menée en 2023. Cette année, plus de 650 cases de bidonvilles ont été détruites et un nouveau quartier, Mavadzani, va être visé dès le mois de septembre.

Cette politique anti-immigrés participe aussi à la propagation d'épidémies. Outre le choléra, qui a touché plus de 220 personnes et fait trois morts, les soignants alertent sur la flambée de l'épidémie de VIH. Le nombre de cas connus a plus que doublé en quatre ans. Pour les deux épidémies, il s'agit « de la partie apparente de l'iceberg », selon les mots d'un infectiologue, car bien des patients n'osent pas venir se faire dépister de crainte d'être contrôlés par la police sur la route. Beaucoup de malades renoncent aussi à se faire soigner, en raison du coût. À Mayotte, il n'y a pas d'aide médicale d'État (AME) pour couvrir les frais médicaux des personnes sans-papiers, qui doivent donc payer pour la moindre consultation. Pour le VIH, les traitements sont interrompus, car les patients n'ont pas les moyens de se rendre à l'hôpital de Mamoudzou, seul lieu où ils peuvent retirer les

médicaments. Sans compter ceux qui sont expulsés vers Madagascar, le Congo ou le Rwanda, avec comme quasi-certitude de ne pouvoir avoir accès au traitement là-bas. Les expulser, c'est donc les renvoyer vers la mort.

En s'en prenant à une partie d'entre elle, l'État met toute la population en danger. Les épidémies frappent tout le monde sans demander les papiers, et on meurt de ces politiques xénophobes, sous-produits d'un système capitaliste malade.



Réservez vos places dès maintenant auprès de nos militants !

Tarif : 25 euros

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
 ISSN : 2552-7282